

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2229>



Que la guerre est jolie !

- Actualité Evènements-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : jeudi 7 mars 2024

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Guerre et démocratie

En dépit des critiques venant aussi bien des Etats-Unis que de ses partenaires européens, Emmanuel Macron persiste à suggérer une intervention directe en Ukraine. Il semble fasciné par la guerre. Il semble vouloir y entraîner certains des Etats européens, se positionnant ainsi comme chef d'un petit axe du bien.

Laissons de côté la psychologie agressive du président français. Intéressons-nous plutôt à ce que cela révèle du fonctionnement de nos institutions. Voilà plusieurs années que les présidents successifs engagent la France dans des aventures militaires qui, à tout le moins, méritaient un débat public.

L'article 35 de la Constitution stipule que « La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement ». Aujourd'hui, le problème est qu'on ne déclare plus la guerre : on passe à l'acte en décidant une Opex (opération extérieure) sur laquelle le parlement ne se prononce qu'au bout de 3 mois. Il serait donc temps de constater qu'aussi bien lors de l'intervention en Lybie qu'à la veille d'un engagement en Syrie -qui n'a finalement pas eu lieu vu les décisions américaines-, le Parlement n'a joué strictement aucun rôle, en tous cas pour l'engagement initial. L'intervention en Libye, pour sa part, est l'exemple de l'échec de ces aventures militaires organisées en petits comités, le parlement n'ayant eu droit à être consulté qu'au bout de 4 mois.

La nouveauté dans les ambitions guerrières de Macron est qu'elles se situent en Europe et face à une puissance nucléaire alors même, d'ailleurs, que les Etats-Unis, pilier de l'Otan, marquent leur réticence. « C'est notre guerre ou c'est pas notre guerre », déclame Macon en boucle. Notons le « nous ». Car si le collectif est à l'ordre du jour, il apparaît nécessaire, à l'évidence, que le débat ait lieu au sein du peuple Français qui est justement le « nous ». Or, à part une avalanche de tweets et d'éditoriaux largement orientés, personne ne sait ce que pense le « nous ».

La pensée de la présidence et du gouvernement n'est pas plus claire. Face à ce qu'il faut bien appeler un tournant historique, la France, engluée dans des discours contradictoires sur la souveraineté, fait semblant d'exister encore sur la scène internationale. Y a-t-il encore une diplomatie française ? On peut vraiment en douter. Les positions bien incertaines d'Emmanuel Macron s'inscrivent, de toute évidence, dans le cadre d'une crise politique. En quoi cela facilite-t-il l'expression des citoyens ?

Aujourd'hui, tous les problèmes s'entremêlent : la question des institutions, la crise politique, la démocratie. L'expression solitaire et guerrière ne saurait répondre à un pareil défi.

Voir aussi <https://www.destimed.fr/tribune-dandre-bellon-guerre-et-democratie/>